

Pour l'industrie d'armement, la guerre c'est du «business»

Les fabricants d'armes suisses exportent allègrement leur production dans des régions en conflit, sans se soucier des victimes. Au contraire, le matériel de guerre étant conçu pour tuer, chaque mort en prouve l'efficacité. Le Conseil fédéral sert les intérêts du *lobby* de l'armement en autorisant des exportations à des pays en guerre et qui violent les droits humains. La neutralité et la tradition humanitaire de la Suisse sont foulées aux pieds.

De nombreux scandales malgré les restrictions

Que ce soit les chars Mowag en **Afghanistan**, les grenades à main Ruag en **Irak** ou les avions Pilatus au **Darfour**: les armes suisses tuent ou blessent des innocents dans le monde entier. En 2008, le principal client de notre industrie d'armement était le **Pakistan en plen conflit**, alors qu'au premier trimestre 2009, on retrouve au troisième rang un pays qui pratique couramment la torture: l'**Arabie Saoudite**. On ne peut donc pas parler de pratique restrictive.

Exportations vers des régions en conflit

Rien qu'en 2008, la Suisse a exporté du matériel de guerre dans **72 pays**. Des livraisons sont souvent effectuées aux deux parties belligérantes, comme l'Inde et le Pakistan, **deux puissances nucléaires**. Particulièrement choquant: la Ruag, propriété de la Confédération, est l'un des plus grands producteurs mondiaux de **munitions de petit calibre**. Caque jour, ces balles tuent 1000 personnes dans le monde.

Pour nous, les vies humaines sont prioritaires

Les vies humaines sont plus importantes que les profits de l'industrie de l'armement. L'initiative demande donc:

- L'interdiction d'exporter du matériel de guerre et des bien militaires spéciaux. Les biens à double usage militaire et civil ne sont pas concernés par l'initiative.
- La reconversion de l'industrie d'armement vers une production civile. La Confédération soutiendra les personnes et les régions touchées pendant dix ans.
- L'engagement international de la Suisse pour le désarmement et le contrôle des armes. En devenant elle-même un exemple dans ce domaine, la Suisse pourra mener une véritable politique de paix.
- Une neutralité crédible. C'est seulement en arrêtant de livrer des armes qu'on pourra affirmer ne pas prendre part aux conflits armés.

Qu'en est-il des places de travail?

L'interdiction d'exporter du matériel de guerre est économiquement viable. Même en 2008 où elles ont atteint un record, les exportations d'armes n'ont représenté que 0.44% de la valeur totale des biens exportés, ou 0.11% du produit intérieur brut suisse. Les emplois du secteur de l'armement doivent être reconvertis pour produire des biens et services civils. La Ruag prouve que cela est possible puisque la moitié de son chiffre d'affaire provient déjà de ses activités civiles. Les régions et les employés concernés bénéficieront du soutien de la Confédération pendant 10 ans.

Pourquoi interdire l'exportation de matériel de guerre?

- Une vie humaine vaut plus qu'une place de travail. Les profits des entreprises d'armement ne peuvent justifier les victimes en Irak, au Darfour, en Afghanistan ou nulle part ailleurs.
- L'armement est une industrie marginale en Suisse. Les exportations d'armes ne contribuent qu'à hauteur de 0.11% au produit intérieur brut de la Suisse.
- En arrêtant d'exporter des armes, la neutralité Suisse obtiendra une nouvelle crédibilité sur le plan international. Suite aux crises bancaire et avec la Libye, la Suisse en aurait vraiment besoin.
- Les exportations d'armes ne contribuent pas à la sécurité de la Suisse. Au contraire, elles attisent les conflits et favorisent l'escalade de la violence.
- Les modifications de l'ordonnance n'ont malheureusement rien changé dans la pratique. Ne cédez pas à la campagne alarmiste du complexe militaro-industriel, faites un choix plein d'espoir pour l'avenir en votant OUI à l'interdiction d'exporter du matériel de guerre!